

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 4 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Energies Moulismes

32-36 rue de Bellevue
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 2025 1482 UbD16-86
Code AIOT : 0003104244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement Energies Moulismes implanté Lieu-dit Les Brandes de Ligaudière 86500 Moulismes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Energies Moulismes
- Lieu-dit Les Brandes de Ligaudière 86500 Moulismes
- Code AIOT : 0003104244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce parc, constitué de 3 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 4.2 MW et d'une hauteur en bout de pales de 200 m, a été autorisé sous le régime de l'autorisation le 1^{er} février 2021.
La mise en service a été faite le 15 mai 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accès	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
2	Dispositions constructives	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 8
3	Dispositions constructives	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
4	Balilage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
5	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13
6	Affichage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
7	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
8	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16
9	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17
10	Risques	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
11	Lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
12	Bruit	Arrêté préfectoral du 6 avril 2018, article 9
13	Bridage	Arrêté préfectoral du 6 avril 2018, article 6-I.a

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne conduit à ne formuler aucune observation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : <i>« Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. »</i>
Constats : Le jour de la visite d'inspection, les voies d'accès étaient bien entretenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>« [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation. »</i>
Constats : Le rapport a été fourni de la société Vestas (commissioning report) sur lequel est indiqué la conformité IEC 61-400 en date du 9 août 2024. L'exploitant a fourni le certificat de conformité de la société VESTAS pour les 3 éoliennes du modèle VESTAS V150.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <i>« L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;</i> <i>pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de</i>

<p><i>l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »</i></p>
<p>Constats : L'exploitation a fourni la déclaration de conformité des installations électriques (EU DECLARATION OF CONFORMITY) des 3 aérogénérateurs (252049 à 252051).</p> <p>L'exploitant a fourni le consuel du poste de livraison en date du juin 14 juin 2024 réalisée par la société SEL.</p> <p>L'exploitant devra envoyer le consuel attestant de la conformité des 3 aérogénérateurs. (CF15-100 et NF 13-100).</p> <p>Le rapport de contrôle de la société SOCOTEC (NF13-200) (résistance de prise de terre) réalisée le 15 mai 2024 atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques. Aucune anomalie n'est mentionnée.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Balisage</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. »</i></p>
<p>Constats : Le jour de la visite d'inspection, le balisage de jour était fonctionnel. L'exploitant a fourni le certificat de conformité de la DGAC du modèle de balisage installé sur les 3 aérogénérateurs (STAC en date du 19 novembre 2024). Dans la procédure de mise en service (p107), les tests de balisage ont été réalisés le 28 août 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. »</i></p>
<p>Constats : Au jour de la visite, l'inspection a constaté que les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur et du poste de livraison étaient fermés à clef.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Affichage

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Affichage</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le</i></p>

<p>numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'inspection a constaté que chaque aérogénérateur était identifié par un numéro lisible présent sur son mât.</p> <p>Des pictogrammes et inscriptions de sécurité sont présents sur chaque mât.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun exercice n'a été fait sur ce parc mais des entraînements sont régulièrement faits sur d'autres parcs.</p> <p>Le personnel est formé. L'équipe est composée de 9 personnes réparties sur un certain nombre de parcs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite l'aérogénérateur E1 inspecté était propre le jour de la visite d'inspection et aucun entreposage non autorisé n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour</p>

<p>mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • un arrêt ; • un arrêt d'urgence ; • un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19. »</p> <p>Constats :</p> <p>Le rapport des tests de contrôle avant la mise en service a été fourni pour les 3 éoliennes (arrêt, arrêt d'urgence) sur lesquels aucune anomalie n'a été détectée.</p> <p>L'exploitant a fourni la lettre de Vestas qui atteste de la conformité de son système interne. Le turbinier a indiqué à l'exploitant que le test de survitesse n'est donc pas nécessaire. L'inspection rappelle à l'exploitant que le test de survitesse reste obligatoire selon le présent article 17 et que le système interne de Vesta ne dispense pas de cette obligation.</p> <p>Par courrier en date du 29 juillet 2025, l'exploitant indique faire réaliser les tests de survitesse à l'automne. L'exploitant a fourni les tests réalisés sur les 3 éoliennes en date du 10/10/2025 et indique que Vestas réalisera ces tests chaque année.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; • les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; • les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; • le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation. »</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le plan de prévention valable du 31/05/2025 au 31/12/2025 dans lequel figurent les consignes de sécurité et les différentes situations à risques et les procédures qui les accompagnent.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <i>« Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »</i>
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de visite des 8 extincteurs du parc réalisée par de la société Open Air le 26 juin 2025. Le rapport ne mentionne aucune anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bridage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 1 ^{er} février 2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage
Prescription contrôlée : <i>« <u>Chiroptères</u> Un plan de bridage "chiroptères" (arrêt conditionnel des éoliennes) est mis en œuvre selon le protocole suivant :</i> <i>Phase 1 :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>pour des vitesses de vent < 6 m/s ;</i><i>pour des températures > 6 °C ;</i> <i>Arrêt des éoliennes :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>du 15 mars au 31 mai et du 1^{er} octobre au 31 octobre ;</i><i>de 1h avant à 3h après le coucher du soleil</i> <i>Phase 2 :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>pour des vitesses de vent < 6 m/s ;</i><i>pour des températures > 6 °C ;</i> <i>Arrêt des éoliennes :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>du 1^{er} juin au 30 septembre ;</i><i>de 1h avant à 3h après le coucher du soleil</i> <i>À la mise en service de son installation, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement du bridage "chiroptères" et en établit, dans les 3 mois, un rapport mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</i> <i>Au regard des résultats des suivis environnementaux prescrits ci-après, les paramètres de bridage pourront évoluer, après avis de l'inspection.</i>
Constats : Le bridage a été mis en place dès la mise en service. L'exploitant a fourni le rapport de fonctionnement interne de la société WPD en date du 17 juin 2025. Aucun dysfonctionnement et aucune anomalie n'a été détectée. Un contrôle aléatoire a été fait le 30 mai 2025 sur le bridage. L'exploitant indique que l'armoire de réseau (disjoncteur) a fonctionné en raison d'un incident lié à une panne réseau. Les 3 éoliennes étaient donc à l'arrêt jusqu'au 3 juin ce qui prouve le bon fonctionnement du système. Un autre contrôle aléatoire a été fait la nuit du 22 mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bridage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 1 ^{er} février 2021, article 7.II
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des habitats
Prescription contrôlée : (...) l'exploitant replante (...) deux fois le linéaire de haies arrachées ou altérées. L'exploitant plante également un linéaire de haie le long de la RN147 sur la longueur du site du projet dans le prolongement de celle existante à hauteur de l'éolienne E2. (...)
Constats : L'exploitant a fourni le PV de la société Prom'Haies de la journée du 24 avril 2024 pour la plantation de 725 arbres jeunes. Ces arbres ont été plantés le long de la RN147 à hauteur de l'éolienne E2.
Type de suites proposées : Sans suite